

Perpétuer la ZAD de Notre-Dame-des-Landes : l'énergie de l'impossible ?

Juin 2020

Ce texte est rédigé à partir d'une position d' « usager » régulier de la zad pendant et après la lutte contre le projet d'aéroport, dans le cadre d'activités agricoles collectives et non-lucratives, sans y avoir habité.

Le 17 janvier 2018, le gouvernement français annonce l'abandon du projet d'aéroport sur les 1 400 ha de la zone d'aménagement différée (zad) de Notre-Dame-des-Landes, à 20 km au nord de la métropole nantaise. La zone à défendre (zad) célèbre la victoire, fruit d'une lutte de longue haleine, initiée plus de 40 ans auparavant, réactivée au début des années 2000, ayant regroupé associations écologistes et citoyennes, syndicats, activistes radicaux. C'est également le début de la dislocation de la communauté de luttes, dont l'unité factice avait été nécessaire jusqu'alors pour tenir bon face à l'État. La discorde porte sur la légalisation des habitats et activités (agricoles, artisanales) mises en place par les occupant·e·s de la zad au cours de la lutte.

Un affrontement binaire est alors mis en scène. D'un côté, celles et ceux qui sauraient gagner, c'est-à-dire poursuivre la victoire par la légalisation de la zone. Le groupe des « gagnant·e·s » le plus organisé défend son point de vue et ses actions via des textes largement diffusés¹ dans la communauté de lutte et au-delà. En convoquant au besoin une imagerie révolutionnaire et le communisme, les gagnants y fustigent les losers², radicaux rigides accros à la défaite. En retour et en ordre dispersé, ceux-ci pointent l'autoritarisme des gagnant·e·s et la normalisation inévitable due à la légalisation. La discorde est réduite à une série d'affrontements binaires et identitaires, entre gagnant·e·s et perdant·e·s, enfiché·e·s et sans fiches³, collabos de l'État et anti-collabos, autoritaires et anti-autoritaires...

En toile de fond de cet affrontement, il y a des individus qui se sont installés dans le bocage et s'y sont trouvés bien. S'est greffée sur cette situation matérielle la volonté de faire perdurer la zad, qui, loin d'être une oasis alternative à la sauce colibri, proclamait ouvertement lutter contre l'aéroport *et son monde*. Dans son combat contre le monde de l'aéroport, la zad s'est heurtée à des limites qu'elle a cherché à enjamber par un volontarisme forcené, en mythifiant une zone de non droit hors du capitalisme et en faisant la promotion d'une légalisation inédite (un « manteau juridique » protégeant une base arrière des luttes et un embryon de communisme déjà-là).

Ce texte n'est ni un « que faire ? », ni un « qu'aurions-nous du ou pu faire ? ». Plutôt une modeste critique (parmi bien d'autres) de la zad et de ses idéologies dominantes, critique qui ne relève ni d'une passion pour la défaite, ni d'un réalisme surplombant. Il est vrai cependant qu'il faut prendre du recul, pour sortir des récits existentiels et zadocentrés. Sortir la zad de l'inédit et la remettre à sa place (ni plus bas que terre, ni au firmament), la questionner : la zad a-t-elle vraiment été une zone de non droit ? Pourquoi devrait-elle continuer à exister ? La lutte a-t-elle révélé un commun(isme) déjà-là ? Peut-on sortir du capitalisme localement, ou par un réseau de zad ? Les luttes d'aujourd'hui manquent-elles d'organisation, ont-elles besoin d'une base arrière ?

*

1 Voir en bibliographie la catégorie « Apologies de la ZAD victorieuse »

2 Voir en bibliographie la catégorie « Critiques de la ZAD victorieuse »

3 Le terme *enfiché* fait référence aux individus/lieux ayant rempli des fiches, en avril 2018 et à la demande de l'État, entamant ainsi un processus de légalisation. Par opposition, les sans fiches désignent celles et ceux qui ont refusé.

*

«Le devenir de ces expériences dépend avant tout de l'état global du mouvement social et des rapports de force, qui peuvent entraîner une extension ou un rétrécissement de la contestation. Le compromis ou son refus n'est pas un choix politique, les deux positions sont tributaires du rapport de force. (...)

A long terme, les deux courants risquent fort de subir un même sort, et de se retrouver dans l'isolement et dans le reflux, sous l'effet de la répression et de la normalisation. Les capacités d'intégration du système et le principe de l'efficacité conduisent au découragement et à la délégation passive, renforcent le cadre « légaliste ». Les collectifs se trouvent alors de plus en plus aspirés vers des pratiques institutionnelles où on investit l'énergie du possible dans un monde impossible. »

ZAD et résistance offensive, Charles Reeves, L'Echaudée n°8

*



Autoritaires et anti-autoritaires contre l'aéroport et son monde

« Tant que notre triomphe ne sera pas en même temps celui de [tou·te·s], ayons la chance de ne jamais réussir. »

Elisée Reclus

L'occupation de la zad, débutée en 2007, a d'abord été une tactique de lutte contre un projet local d'aéroport. D'autres tactiques ont existé, par exemple la bataille devant les tribunaux ou l'expertise citoyenne. Le maillage par l'occupation des 1 400 ha menacés par le projet permettait d'entraver par l'action directe les travaux préparatoires du projet, de repérer les mouvements des flics ou un éventuel début des chantiers. En tenant bon dans le temps (malgré une tentative d'expulsion par l'opération Cesar en automne 2012), l'occupation s'est progressivement développée par l'habitation en squat ou dans des habitats auto-construits. De nombreuses activités agricoles ou artisanales collectives, sans patron ni police, hors des normes administratives et industrielles, ont vu le jour. Ces activités et habitats étaient souvent pensés en lien avec les nécessités de la lutte. L'ensemble de l'occupation n'a jamais été uni, et s'articulait cahin-caha avec le mouvement de lutte de manière informelle ou formelle (notamment à travers l'AG mensuelle du mouvement).

Des slogans tels que « contre l'aéroport et son monde » ou encore « l'aéroport, ni ici, ni ailleurs » sont rapidement apparus. Ces slogans avaient en partie pour but d'affirmer une différence vis-à-vis des autres organisations, moins radicales, participant à la lutte. Ils traduisaient aussi la volonté d'élargir la lutte hors des limites géographiques de la zone, de rassembler, et de lui donner une portée globale. Ce mot d'ordre a fait accourir vers le bocage bon nombre d'activistes hors-sol qui, le temps aidant, ont commencé à y prendre racine. Le bocage : maillage fonctionnel du territoire dessiné par l'agriculture, ironiquement préservé de l'arasement par le classement de la zone en zone d'aménagement différé, parsemé de quelques habitations. Il y a là une différence importante avec, par exemple, la lutte NO-TAV dans le Val de Susa italien⁴. La lutte NO-TAV a pris appui sur une communauté déjà existante et en lutte (les habitant·e·s de la vallée). Au contraire, même si la lutte contre le projet d'aéroport a pu bousculer les rares habitant·e·s « historiques » du bocage, la zad fût surtout le produit de l'arrivée d'individus extérieurs et diversifiés, qui se sont pour certains progressivement attachés à ce territoire. N'en déplaisent aux tenant·e·s du « zad partout », ça ne marche pas toujours : les échecs d'autres luttes telles que la zad du Testet⁵, les tensions autour de la zad de Roybon⁶, ou encore l'isolement du plateau de l'Amassada⁷ en témoignent.

Bien qu'elle se soit soldée par un échec, l'opération César de 2012 a bouleversé la vie sur zone : habitats détruits, collectifs atomisés, nouveaux et nouvelles arrivantes sur zone... Mais l'échec de l'État a été attractif, et le slogan « contre l'aéroport et son monde » a changé de dimension. La lutte contre le monde de l'aéroport devenait une affirmation positive : l'élaboration immédiate d'un nouveau monde. La sensation qu'il ne s'agissait pas seulement de lutter contre un aéroport était renforcée par les manifestations, joyeuses, massives et déterminées, ainsi que par la vitalité enthousiasmante de l'occupation. Le fourmillement d'activités, les échelles temporelle et spatiale de la zad impressionnaient, sans parler du charme bocager flattant les envies de retour à la terre. Les journalistes, écrivain·e·s, intellectuel·le·s, s'y mirent aussi, rivalisant d'articles sur cet autre monde,

4 Lutte contre un projet de train à grande vitesse. Cette différence a déjà été soulignée Jacques Wajnstezjn, voir en bibliographie. D'autres ont au contraire cherché à établir des similitudes entre les deux luttes, voir par exemple l'ouvrage *Contrées*, Collectif Mauvaise Troupe, l'Éclat.

5 Lutte contre le projet du barrage du Testet à Sivens, dans le Tarn. L'activiste Rémi Fraisse a été tué par les gendarmes au cours de cette lutte. Pour une vision des tensions l'ayant parcourue, voir la brochure *Contester ou cogérer ? Sur la lutte contre le barrage du Testet à Sivens et les leçons que l'on peut en tirer pour les luttes territoriales*.

6 Lutte contre un projet de CenterParcs à Roybon, dans l'Isère.

7 Lutte contre un projet de transformateur électrique par RTE, élément indispensable à l'accroissement des énergies éoliennes industrielles en Aveyron. L'Amassada, construite sur le plateau de St-Victor, a été expulsée et détruite au mois d'Octobre 2019. Voir le site <https://douze.noblogs.org>.

parfois dangereux, parfois inspirant. Tout cela a renforcé la conviction générale qu'un nouveau monde était en cours d'élaboration. Cette idée s'est répandue bien au-delà de la zad, faisant émerger une communauté de luttes qui dépassait largement l'échelle géographique de la zone.

La zad a donc concentré les espoirs de plein de personnes désireuses de changer le monde, et bien des évidences n'ont pas été questionnées.

Ainsi, cette construction d'un monde nouveau a été souvent vécue par procuration. Cette lutte a été, pour beaucoup de personnes impliquées dans la lutte (dont l'auteur de ces lignes) une confirmation de la séparation propre à toute activité militante. Au turbin dans le monde de l'aéroport la semaine, (« en dehors du capitalisme ! (*sic*) ») à la zad le week-end ou pendant les vacances. La *sécession* massive des individus composant la communauté de lutte n'a pas été au rendez-vous, démontrant ainsi que sortir du capitalisme n'est pas qu'une affaire de bonne volonté. Au final, seul·e·s quelques centaines d'occupant·e·s ont tenté de surmonter durablement la séparation entre lutte et vie quotidienne.

Par ailleurs, l'unité de la communauté de lutte a été construite de toutes pièces. On peut comprendre la valeur stratégique de l'unité quand il s'agit de faire face à l'État sur la question d'un projet d'aéroport. Mais ce n'est plus la même affaire lorsqu'il s'agit de lutter contre le monde de l'aéroport. L'inéluctable réformisme engendré par la composition entre citoyen·ne·s altermondialistes, exploitant·e·s agricoles⁸ et activistes radicaux a déjà été relevé par d'autres critiques. Question subsidiaire : par quel miracle un horizon autre que capitaliste aurait-il pu émerger par la seule action d'une poignée d'activistes radicaux, même se réclamant de l'anticapitalisme ? L'unité de la zad a longtemps été surjouée, donnant la fausse impression d'un monde harmonieux. Pour la majorité des occupant·e·s, la zad a pu représenter un changement positif de mode de vie, mais pour d'autres la zone fût aussi un refuge temporaire dans une vie d'errances. Le romantisme existentiel révèle une polarisation de classe. Il faut sans doute rappeler ici cette évidence souvent omise : celles et ceux qui (f)ont le choix, alors que la conflictualité sociale est faible, de (ce qu'ils estiment être) désertier pour établir des nouvelles *formes de vie* sont principalement issus de la classe moyenne bien lotie. Cette appartenance de classe, au demeurant involontaire, n'est pas une « faute morale » en soi, mais ne peut pas non plus être complètement ignorée.

Enfin, l'échec de l'opération César a mené à une évaluation complètement tronquée des rapports de forces, basée notamment sur la réduction simpliste du capitalisme et de l'État à sa seule police. Le fait que la zad ait pu être comme un phare de résistance dans un océan de paix sociale est bien plus un marqueur de la faiblesse des rapports de force globaux dans la société capitaliste que le signe d'une zad surpuissante et sans limites. Toute à ses désirs et sans forcément le dire de la sorte, la communauté de lutte s'est vue comme un nouveau sujet révolutionnaire, porteuse d'une révolution immédiate et de tous les instants, allant par elle-même au-delà de la paix sociale relative de l'époque...

De fait, dès l'abandon du projet (qui est bien une victoire pour la lutte initiale), une bonne partie de la communauté de lutte s'est volatilisée subitement. La partie restante s'est déchirée autour de la question de la légalisation (des habitats, des activités agricoles ou artisanales), et sur les moyens d'y parvenir. Ces conflits se sont enracinés dans des divisions déjà existantes au sein du mouvement de

⁸ Par exemple, pour les habitant·e·s historiques, agriculteurs et agricultrices opiniâtres, la méthode de lutte principale consistait précisément à maintenir leur exploitation agricole à flot et à continuer à travailler sur zone. Les tournées de ramassage de lait pour la coopérative ont continué même pendant les expulsions et malgré les flics. On peut certes y voir un signe de sagesse stratégique et de « composition » intelligente, mais c'est aussi un signe que le monde de l'aéroport a bien toujours été présent sur zone. D'ailleurs, il y a eu des conflits avec certain·e·s occupant·e·s.

lutte, masquées par la nécessaire unité de la lutte face à l'État. Ils se sont cristallisés au sein même de la zad et de ses soutiens les plus proches. Les assemblées houleuses ayant lieu sur zone, le reste du mouvement n'a pu que prendre le train en marche.

Au cours de ces déchirements, un grand nombre de critiques ont été dirigées contre le CMDO⁹, considéré comme un groupe ayant des pratiques autoritaires. Au cours de la lutte contre le projet d'aéroport, ce groupe d'habitant·e·s (habitant majoritairement dans des maisons « en dur » et actif dans les projets agricoles) a en effet pris une place grandissante dans les instances collectives, l'organisation de manifestations spectaculaires et massives, et a établi une relation privilégiée avec les franges radicales des associations citoyennes, syndicats, journalistes et intellectuels (pour plus de détails voir la brochure *Le mouvement est mort...*). Ce fonctionnement a favorisé de nombreuses prises de décision par des petits comités, hors de tout cadre collectif, tant sur des questions tactiques que sur des orientations politiques. Un peu avant l'abandon du projet d'aéroport, le CMDO a aussi impulsé la mise en place de l'AG des Usages, plus restreinte que l'AG mensuelle du mouvement de lutte (qui a disparu après l'abandon du projet), et plus élargie que la réunion hebdomadaire des habitant·e·s de la zone (auxquelles il ne participait plus, s'étant auto-exclu). Lors de l'abandon du projet, le CMDO était donc déjà *de facto* dans une position favorable pour défendre ses intérêts matériels (habitations, matériel agricole) et politiques, en soutenant la légalisation des activités menées sur zone.

L'AG des Usages a joué un rôle important dans les négociations (encore en cours à l'heure actuelle) avec l'État. Le fonctionnement de cette AG, où sont discutées des propositions établies préalablement dans des commissions... rejoignables... en théorie..., a été très contesté. En effet, ce fonctionnement guidé par l'impératif d'efficacité fait des commissions le lieu principal des débats. Dès lors, l'AG se convertit en simple chambre d'enregistrement, où l'on découvre souvent les débats et avancées des commissions au dernier moment. Lors des moments les plus tendus, de janvier à mai 2018, le fonctionnement par commissions de l'AG a facilité de nombreuses confiscations de paroles, l'occultation de positions divergentes et autres manipulations.

Dans ces conflits, l'étiquette (autorevendiquée et artificielle) d'anti-autoritaires fait plus référence à une opposition aux pratiques du CMDO et à l'idée de légalisation qu'à des pratiques libertaires ou d'auto-organisation. Il n'y a pas eu ainsi de groupe unifié, véritablement organisé et identifiable à l'échelle de la zad. Les situations matérielles étaient très variées (de la maison en dur à la cabane de fortune) et les idéologies très diversifiées. Il y a eu par ailleurs d'autres groupes politiques organisés au sein de la zad. Comme le souligne la brochure *Le « milieu » est pavé de bonnes intentions*, ces groupes ont souvent joué un rôle de médiation pour faire tenir l'unité de la communauté, en tentant de proposer des fonctionnements ou des espaces plus horizontaux. Mais, partageant la même fin que le CMDO (des négociations avec l'État en vue d'une légalisation), ces groupes ont souvent du s'asseoir sur leurs convictions par la force des choses.

Sans nécessairement se superposer, des lignes de fractures sont donc apparues :

- autour des moyens. Les conflits ont porté sur les manières de mener la légalisation : geste d'ouverture et de respectabilité en débattant la « route des chicanes »¹⁰, nomination d'une délégation auprès de la préfecture, organisation horizontale ou verticale de l'AG des usages...

9 Comité de Maintien Des Occupations (détournement à distinguer du CMDO ayant existé en mai 68).

10 La « route des chicanes » (D281) était l'une des voies d'accès à la zad. Les chicanes utilisées pour ralentir la progression des flics lors de la première opération policière d'expulsion (Opération César, 2012) ont été maintenues, modifiées et habitées après l'échec de César. Objet de conflits tout au long du mouvement, et devenue pour certain·e·s un symbole de la lutte, la route des chicanes a été débâchée par une majorité des membres du mouvement de lutte suite à l'annonce de l'abandon du projet d'aéroport, satisfaisant ainsi l'une des demandes de l'État.

- autour des fins, avec la question de la légalisation. En caricaturant, deux positions se sont affrontées. La première consistait à refuser toute légalisation, pour faire perdurer la zone de non-droit (ici, cette dénomination se veut élogieuse), quitte à voir disparaître la zad la tête haute. Cette position a clairement été mise en minorité, et subsiste aujourd'hui comme elle peut dans les interstices du bocage. La deuxième position, majoritaire, actait un rapport de force défavorable, se voulait plus réaliste et soutenait ainsi la légalisation (il y a eu bien sûr des nuances sur les degrés de légalisation).

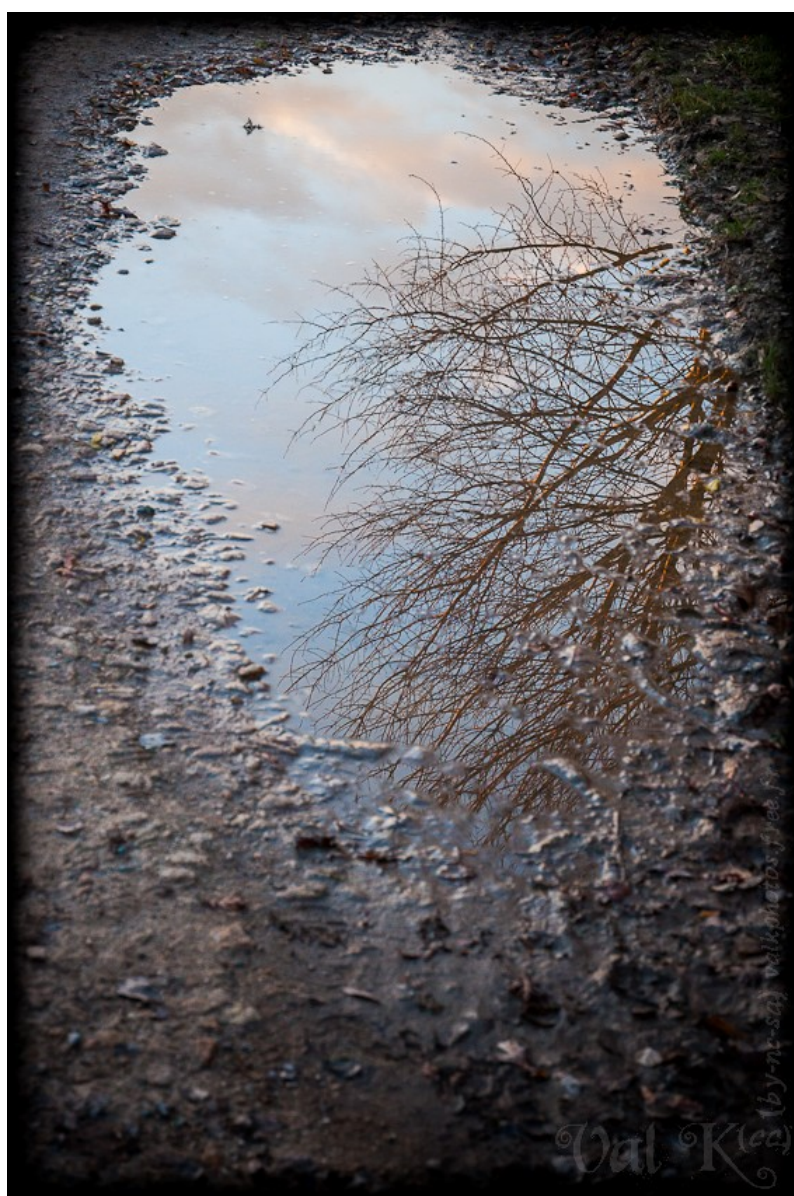
Il faut souligner que les tensions n'étaient pas qu'idéologiques, ou en tout cas que les idéologies venaient au secours de nombreux intérêts personnels et de classe. Le risque de perdre son chez-soi ainsi que la perspective, vertigineuse quand on y a accordé tant d'importance, de voir disparaître l'expérience marquante de la zad, combinée à la pression de l'État, ont sans aucun doute favorisé les crispations identitaires. Dans ce conflit, l'équation anti-autoritaires = prolos et autoritaires = bourgeois, bien que séduisante (il y a bien eu des personnes qui risquaient de perdre plus gros que d'autres), me semble trop rapidement établie. Non seulement les anti-autoritaires n'étaient pas tou·te·s démunies et privé·e·s de toute possession, mais une lecture de classe de la zad ferait sans doute ressortir globalement une grosse représentation de la classe moyenne et de ses différentes strates (ce fameux « nous » indifférencié qui parsème de nombreux textes). Classe pour laquelle la lutte est souvent un moyen de préserver, d'une manière ou d'une autre, sa situation aujourd'hui relativement confortable (autrement dit, échapper au déclassement).

Malgré les divergences autour de la légalisation, j'ai le sentiment que beaucoup d'autoritaires et anti-autoritaires partageaient un fond commun : le désir de poursuivre de façon durable le « *et son monde* » du slogan, et ce qu'il supposait de pratiques hors cadre. Ce désir n'a pas surgi soudainement lors de l'abandon du projet. En effet, la légalisation et la poursuite de la zad ont été discutées dès 2015, menant notamment à l'adoption des *6 points pour l'avenir de la zad*, charte d'engagements réciproques entre tous les acteurs de la lutte (charte qui n'a pas empêché du tout l'écèlement post-abandon). Questionner la zad légalisée, c'est donc aussi questionner ce qu'elle tente de faire survivre : la zad pendant la lutte, « zone de non droit » mythifiée.

Avec l'abandon, la question du « rapport de force » a souvent été convoquée pour justifier la légalisation face à la position jusqu'au boutiste. Mais de quel rapport de force s'agit-il ? S'il s'agit d'être lucide sur ce que nécessite l'instauration de rapports sociaux non capitalistes, c'est-à-dire rien de moins qu'une révolution aux multiples visages mais à l'échelle planétaire, alors bien sûr la question n'était pas de compter le nombre de zadistes et de barricades disponibles... mais l'idée qu'une légalisation astucieuse permettrait de palier l'absence de ce rapport de force global en subvertissant localement le capitalisme n'est pas à l'ordre du jour non plus. Il n'y a donc que peu d'intérêt, pour la critique, à jouer la redresseuse de torts, à refaire l'histoire ou à débusquer des « traîtres » à la cause. Il faut voir la légalisation pour ce qu'elle est et avec tout ce qu'elle contient de déplaisant, c'est-à-dire la confirmation de l'existence de la zad dans le cadre du capitalisme. L'État a su au besoin user violemment de ses flics pour le rappeler. A la manière d'une bureaucratie syndicale, la bureaucratie autogérée de l'autodéfense administrative et ses négociations avec l'État traduisent ainsi l'activité, en tout moment, et avec sa part de conflictualité, des zadistes « de base » au sein du capital. Ironie de l'histoire, certain·e·s ont alors renoué (avec fierté ou tristesse ?) avec la paperasse, les auditions, subventions, dossiers, bref le travail de cadre qu'illes avaient tant cherché à désertier.

Cependant, par désir de continuer à faire vivre le *et son monde*, l'option légaliste a cherché à enjamber cet horizon tristement capitaliste, afin que l'ex-zad puisse continuer à exister au-delà d'elle même, et aussi pour ne pas se sentir trop esseulée... en ralliant les soutiens citoyens et

syndicaux les plus radicaux, soucieux de l'aménagement graduel d'un capitalisme à visage humain et d'alternatives exemplaires. Deux vertus ont été alors trouvées à la légalisation, qui en ferait une troisième voie inédite (entre écrasement répressif et normalisation inévitable). A chaque fois que l'État gagnait du terrain (refus de négocier, puis refus d'une convention collective, puis intervention policière etc.), ces vertus ont été réaffirmées comme un mantra protecteur. D'une part, la légalisation de la zad permettrait d'établir une base arrière pour le mouvement social, participant ainsi le renforcer. D'autre part, sous le manteau de la légalisation, l'ex-zad permettrait de pérenniser un commun(isme) déjà-là, acquis pendant la lutte, et appelé à se propager. Que l'option légaliste ait usé de moyens autoritaires en dit long sur la nature de ce communisme ainsi que sur le reflux normalisateur déjà engagé.



*

« Moi, j'avais choisi de venir vivre ici parce que cette lutte me semblait être un bon endroit d'où tenter des trucs différemment, pour mettre des bâtons dans les roues de ce monde de merde là où il ne s'y attend pas. Pour moi, c'était une tentative d'esquiver l'écologie, trop facilement récupérable, parce que c'était juste un aéroport parmi des centaines et pas une de ces fameuses centrales nucléaires avec ses écolos qui proposent des parcs éoliens à la place. C'était aussi une manière de zapper le mythe de « mère nature » à cause du paysage de bocage par définition totalement maîtrisé et fonctionnel. Et de tenir à distance le « retour à la terre » des « bobios » parce que la zad est face à un plan d'expansion urbaine massive avec peu de place pour des rêves de potagers à l'eau de source, petits bébés jolis jolis et tout-le-monde-a- qu-a-faire-comme-nous. Tout ça en se connectant à d'autres réalités de ce que la ville d'à côté concentre et produit comme rapports d'exploitation, de contrôle, de manipulation « démocratique et citoyenne », de mépris, d'uniformisation, de répression et de ségrégation. Bon, vu de maintenant, ça a de quoi faire rire ce que je raconte. (...) »

Derrière le fameux « imaginaire » de la zad, qu'on peut trouver dans la quasi totalité des textes publics et des événements des dernières années, se cachent les concepts clefs d'un programme de gauche : la valeur travail et la productivité, la préservation de l'environnement et la transition énergétique, la démocratie directe et la division des tâches, la gestion locale et l'aménagement raisonné d'un territoire, l'union sacrée et la paix sociale, l'ennemi intérieur et l'état d'urgence, et enfin l'« avenir » radieux et sa nouvelle constitution des « 6 points ». (...) »

Certains semblent s'accrocher au « territoire » comme le nouveau terrain de lutte à tous prix, probablement parce que la lutte des classes a perdu de son côté sexy dans ce coin du monde. On dirait qu'un nouveau sujet révolutionnaire est en train de sortir, ce serait donc celui ou celle qui habite quelque part, vaste programme... »

Extraits de la brochure *Le mouvement est mort, vive...la réforme !*

*



La base arrière : la ZAD et les luttes

« *Le militantisme suppose toujours un manque dans la situation et dans la pratique existante.* »
« *Je lutte des classes* » – *Le mouvement contre la réforme des retraites en France, automne 2010*, Louis Martin, Senonevero

Au moins trois dimensions peuvent être identifiées dans le rapport de la zad aux luttes :

- la zad comme modèle de lutte (« zad partout !»). Ceci ne semble pas particulièrement être impulsé tel quel par les zadistes. Bien souvent, les deux aspects de la zad (lutte contre un projet précis mais aussi lieu libéré du capitalisme) sont repris de manière acritique par des militant·e·s à l'extérieur de la zad, avec l'idée que si « ça a marché » à Notre-Dame-des-Landes ça « marchera » ailleurs. Cette diffusion du concept de zad s'inscrit dans un accroissement des luttes liés à des projets d'aménagement du territoire, sans qu'il soit évident d'établir si cet accroissement des luttes provient d'une frénésie activiste¹¹ ou bien de changements majeurs au sein du capitalisme.
- la zad encore en lutte. Les luttes actuelles de l'ex-zad sont articulées autour d'une lutte pour le foncier avec des enjeux environnementaux (préserver les terres de la zad de l'agriculture industrielle) et de la question des droits de l'habitat léger (caravanes, yourtes...).
- la zad comme intervention dans les luttes. Par ses capacités productives, agricoles, matérielles et humaines, ainsi que par son expérience, l'ex-zad contribuerait au renforcement et à l'accroissement des luttes menées ailleurs. Une des ambitions de la légalisation est donc de transformer l'ex-zad en une base arrière qui serait un point d'appui pour les luttes.

Les luttes encore menées sur zone sont liées à la question de la légalisation, avec l'objectif d'y perdre le moins de plumes possible. Dans le fond, et abstraction faite de l'aura de la lutte victorieuse qui les enveloppe encore, ces luttes n'ont pas grand-chose d'inédit, si ce n'est l'ampleur de la zone et des activités concernées... ce qui demande beaucoup d'énergie, tant aux zadistes qu'aux fonctionnaires en charge des dossiers.

Les efforts sont principalement centrés sur les questions du foncier agricole et de la préservation écologique des terres. L'enjeu est d'obtenir le droit d'exploiter officiellement les terres agricoles occupées sans droits ni titres lors de la lutte contre le projet d'aéroport, ainsi que de conserver les bâtis (habitations et infrastructures agricoles). La volonté originelle était d'obtenir une convention collective sur l'ensemble des terres, avant un rachat garantissant une propriété commune. La convention collective ayant été écartée d'emblée par l'État, l'usage des terres est désormais garanti par l'obtention de baux agricoles relativement classiques (certes, avec des clauses environnementales renforcées), et la possibilité de rachat commun ne semble pas à l'ordre du jour. Une énergie importante est également dépensée pour faire reconnaître la valeur écologique du territoire dans un certain nombre de documents administratifs (plans locaux d'urbanisme par exemple).

Vis à vis de l'extérieur, cette lutte foncière mobilise un discours assez classique dans le champ de la gauche paysanne : refus que les terres aillent à l'agrandissement d'exploitations industrielles, promotion des fermes de petite taille, défense de modes de cultures respectueux de l'environnement (agriculture agroécologique)... Il n'y pas eu de volonté franche de se relier aux luttes agricoles radicales du moment pour instaurer un rapport de force à une échelle plus large. L'utilisation du discours de la gauche paysanne a ainsi été critiquée par des agriculteurs et agricultrices en lutte (voir en bibliographie le texte du *collectif contre les normes*), car il légitime les pratiques co-gestionnaires entre syndicats agricoles et l'État, et se coule dans les exigences normatives de

11 Une énergie assez importante semble actuellement dédiée à l'élaboration de cartes pour repérer ces projets d'aménagements, révélant mécaniquement autant de terrains de luttes et zad potentielles...mais les forces vives commencent à manquer, surtout lorsque les populations directement impactées par ces projets restent passives.

l'agriculture, quand bien même elle serait « paysanne »¹². D'autres se sont également demandés assez justement ce qui distinguait encore la zad d'un petit projet agricole et alternatif conventionnel, si ce n'est l'héritage de la lutte.

Tout le monde ne s'est évidemment pas reconverti en exploitant agricole sur la zad, et un bail agricole peut ainsi recouvrir des activités de natures diverses, allant d'une exploitation agricole en bonne et due forme à de l'agriculture collective redistribuée dans les luttes (alimentation de squats ou autres). Ces activités sont issues de celles menées pendant la lutte contre le projet d'aéroport et, par leur nature même, sont condamnées à rester confidentielles. Il est encore trop tôt pour savoir si elles réussiront à perdurer et à se renouveler.

Une autre lutte en cours est liée à la question de l'habitat léger et auto-construit (yourtes, caravanes, cabanes...). L'enjeu est ici d'arracher des concessions au droit (usuellement très restrictif), en espérant que cela puisse faire jurisprudence pour ailleurs. De manière très minoritaire et plus offensive, certain·e·s essayent aussi de reconstruire des habitats détruits lors des expulsions.

Tous ces efforts perdraient sans doute beaucoup de leur sens s'ils ne contribuaient pas à la pérennité des infrastructures de l'ex-zad, de sorte à ce qu'elle puisse pleinement jouer son rôle de point d'appui pour les luttes. Ainsi, les légumes et fruits produits sur la zone alimentent en partie les cantines militantes ou les piquets de grève, les activités artisanales (notamment autour du bois) soutiennent matériellement d'autres théâtres de lutte, les hangars et champs accueillent aux beaux jours formations et rassemblement militants. Ces actions n'ont rien de condamnable, au contraire, mais comme souvent tout dépend du sens et de la portée qui leur sont données, bref, de la signification que l'on prête à l'idée de base arrière.

Le concept de base arrière s'accorde volontiers avec l'idée que les luttes actuelles seraient caractérisés par un manque, au choix : de liens (la fameuse convergence des luttes), d'organisation, de force matérielle, d'intelligence stratégique, d'action directe, d'imaginaire révolutionnaire... Manque au prisme duquel sera analysé l'existant, qui normalise l'action menée et qui, s'il était comblé, garantirait le succès, l'accroissement des luttes et la révolution.

Or, l'ex-zad offre un terrain de jeu et de l'espace pour appliquer toutes ces recettes magiques. A qui voudrait créer du lien, de la convergence, ou penser l'organisation, elle offre des espaces de réunion et de rencontres. Pour les tenants de la puissance matérielle du mouvement, elle a dans son « trésor de guerre » de nombreux outils collectifs de production. Pour ce qui est de l'action directe, qui n'a pas déjà entendu, dans la bouche de camarades (ou dans la bouche de flics...), que la zad aurait accentué la conflictualité dans les rues de Nantes et de Rennes ?¹³ Et pour l'imaginaire révolutionnaire, la zad ne manque pas de plumes et de soutiens intellectuels prêts à rendre service. Certain·e·s se sont d'ailleurs persuadé·e·s de l'influence de l'imaginaire de la zad sur les cabanes des gilets-jaunes sur les ronds points... manière pratique de prendre pied dans un mouvement qui n'a pas attendu la zad pour se déployer.

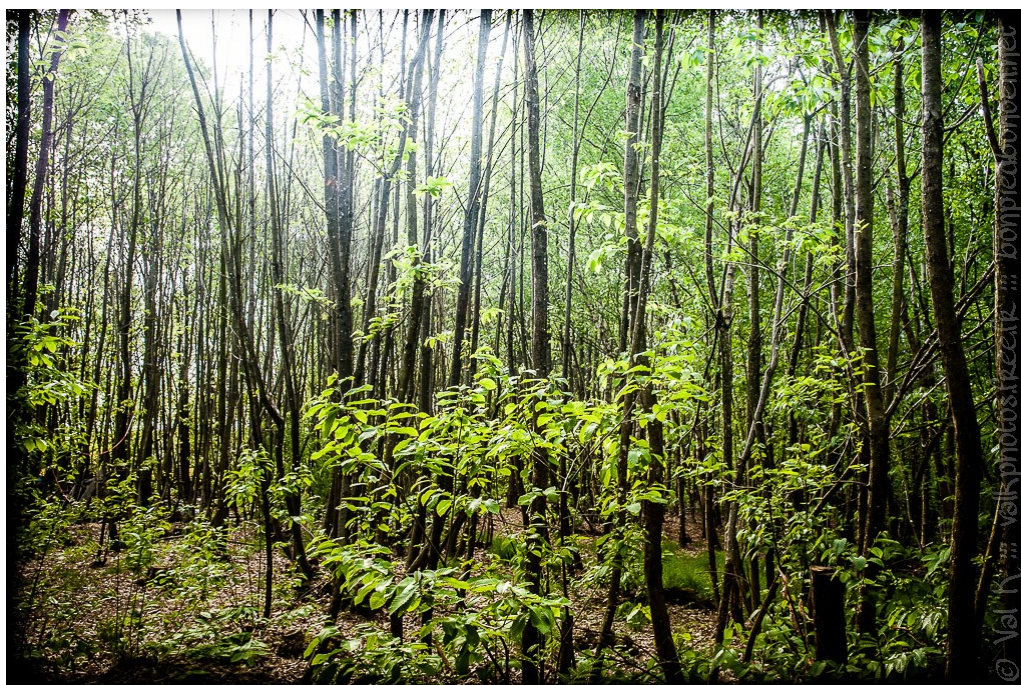
Parce qu'elle est extérieure aux luttes qu'elle souhaite soutenir, la base arrière renoue ici avec toutes les idéologies militantes et activistes avant-gardistes¹⁴ (voir références en bibliographie pour des critiques détaillées), dont la zad avait su (en partie) se prémunir au plus fort de la lutte contre

12 Voir à ce sujet : *Le paysan impossible*, Yannick Ogor, Les éditions du bout de la ville ; *Le ménage des champs*, Xavier Noulhianne, Les éditions du bout de la ville.

13 C'est peut-être le cas si la mesure se base sur le nombre de vitrines brisées en manif (et encore : Nantes semble avoir un bel historique en la matière) ou sur le dispositif policier effarant déployé à chaque manifestation. Ce constat semble en fait avant tout provenir d'un nombre restreint d'individus très volontaristes, faisant référence à leur propre agitation pour analyser la situation.

l'aéroport. En effet, à l'origine, l'occupation de la zone a bien été le fait d'activistes extérieur·e·s au bocage, mais vie quotidienne et lutte contre l'aéroport avaient fini par se confondre (en tout cas, pour les zadistes).

Peut-être faut-il renverser la proposition de la base arrière. Il n'y a pas de luttes parce qu'il y a une base arrière, il n'y a que les moyens d'organisation que les luttes mettent en place d'elles même. L'émergence et le renforcement des luttes viendront avant tout des premier·e·s concerné·e·s. A trop attendre la vague, on risque bien souvent de se faire surprendre et de manquer la déferlante sociale qui surgit toujours à l'improviste. L'ex-zad, quand les luttes ne se mènent pas en son sein, ne peut jouer que le rôle que les luttes ont éventuellement à lui proposer, ce qui inclut la possibilité de ne servir à rien ou, en tout cas, à pas grand-chose.



14 Peut être est-il nécessaire de préciser qu'il ne s'agit pas ici de délivrer un jugement moral sur ce que seraient les bonnes ou mauvaises manières de lutter, d'opposer les « vraies » luttes des travailleur·euse·s aux « fausses » luttes des activistes, ni de dire qu'il suffirait de changer de posture. Nous sommes tou·te·s pris·e·s dans les contradictions et les faiblesses de l'époque, et s'en dépêtrer n'est malheureusement pas qu'une affaire de volonté. Cela étant dit, en ces temps d'autojustification et d'autosatisfaction aveuglantes, un peu de critique ne pourra pas faire de mal.



*

« Le problème, c'est qu'un « rapport de production » n'est pas un rapport particulier entre deux personnes, ou même cent, ou même mille. C'est un rapport social généralisé qui ne peut pas s'abolir localement parce que, même là où les gens ne « vivraient » pas, entre eux, des « rapports de production », ils n'en seraient pas moins pris dans les « rapports de production » qui structurent la société capitaliste tout entière. Le « rapport de production » n'est pas un rapport entre individus, ou du moins il ne peut pas être que cela : deux personnes n'entretiennent pas entre elles un rapport de production privé, en quelque sorte, qu'il serait possible de nier par l'effet de sa seule volonté commune. (...) »

Les rapports de production sont des rapports entre des classes. (...) »

Il se pose déjà dans les luttes des questions qui sont de même nature que celles qui mèneront à la production du communisme au moment de la révolution : mais les réponses [fournies], bricolées avec ce que le capital rend possible actuellement, ne sont pas elles-mêmes communistes. (...) »

L'alternative consiste à croire que l'on peut, au sein du monde du capital, établir à un nombre restreint des rapports qui seraient déjà une préfiguration du communisme (quand bien même on n'utilise pas ce dernier terme, d'ailleurs). La position inverse tient que, tant que le capital comme rapport social n'est pas abattu, rien de ce qui peut ressembler au communisme ne peut être vécu (...) À la formule de l'Appel qui dit : « le renversement du capitalisme viendra de ceux qui seront parvenus à créer les conditions d'autres types de rapports » (Proposition VI, p.65), il faut répondre : « les conditions d'autres types de rapports seront créées par ceux qui seront parvenus à renverser le capitalisme. » »

Réflexions autour de « l'Appel », Denis, Meeting n°2

*

Faire face au capitalisme : le commun(isme) déjà-là

« Rien n'interdit à qui en a les moyens de créer des hôpitaux, des écoles ou des fermes collectives privées. Mais en quoi pourrait-on dire de quelque manière que ce soit qu'elles sont « communistes » ? (...) Le propre de tels lieux, c'est de devoir sans cesse s'effacer devant la répression qu'ils attirent : quand ils s'éternisent, c'est tout simplement le signe qu'ils ont cessé d'être actifs. »

Réflexions autour de « l'Appel », Denis, Meeting n°2

D'une certaine manière, la zad a affirmé un désir de communisme : on entendra dans ce terme l'abolition de l'ensemble des catégories capitalistes (argent, valeur, Etat, production, classes, dominations de genre et de race...). Pour certain·e·s, cela fût plus qu'un désir et la zad a été perçue comme une brèche, portant en elle-même le dépassement du capitalisme : un en-dehors, à la fois déjà-là, en construction, appelé à s'étendre. C'est ce que traduisent ces diverses désignations qui parsèment l'imaginaire dominant de la zad : la zad comme communs, communaux, communisme, communisation immédiate, zone de non droit, zone libérée, zone d'autonomie (temporaire ou définitive)...

Cet imaginaire, beaucoup de critiques l'ont déjà souligné, rentre en résonance avec l'appelisme¹⁵, l'idéologie des communs¹⁶, le citoyennisme¹⁷, pourquoi pas aussi le municipalisme libertaire etc. La zad et ses désirs s'inscrivent en effet dans une histoire qu'il ne faut pas limiter à celle d'un petit bout de bocage : l'histoire de la zad est aussi celle des nouveaux mouvements de contestation qui ont émergé dans le cadre de la restructuration du capitalisme à partir des années 1970. Cette restructuration a rendue caduque l'idée de révolution comme affirmation du prolétariat, ce qui a laissé un vide théorique et pratique béant dans lequel nous nous débattons encore, et auxquelles les idéologies pré-citées tentent d'apporter une réponse. Je me garderai donc bien ici d'étaler des certitudes sur la marche à suivre pour une révolution communiste. Néanmoins, prendre conscience des filiations idéologiques de la zad permet de découvrir tout un travail théorique et critique (voir en bibliographie), qui peut être confronté de manière fructueuse à l'expérience et l'imaginaire de la zone. Pour reprendre la citation qui ouvre cette partie, *en quoi pourrait-on dire de quelque manière que ce soit que l'expérience de la zad et sa perpétuation sont communistes, autrement dit constitueraient une sortie du capitalisme ?*

Il faut d'emblée distinguer ici la zad en lutte de l'ex-zad en cours de légalisation. La zad en lutte fût sans aucun doute caractérisée par un foisonnement de pratiques et d'activités communes, façonnées par les nécessités de la lutte. Toutes à leur façon, elles ont posé des questions fondamentales, et ébauché des réponses, certes incomplètes et éphémères, mais stimulantes. Je pense aux tentatives de

15 Ce terme fait référence au texte anonyme *L'Appel*, auquel on associe aussi les revues *Tiqqun* ainsi que les ouvrages du *Comité Invisible* (notamment *L'insurrection qui vient*, publié par la Fabrique). Les « appelistes » sont ainsi les partisan·e·s supposé·e·s, mais non revendiqué·e·s, de *L'Appel*. Ce flou a encouragé parfois une lecture complotiste de l'histoire de la zad, et « appeliste » est devenu un terme infâmant et fourre-tout peu opérant. Cependant, il n'y pas de doutes à avoir sur la proximité idéologique entre certain·e·s zadistes et le contenu de *L'Appel*. Par-exemple, les argumentaires pro-légalisation résonnent singulièrement avec cette citation : « ON nous dira : vous êtes pris dans une alternative qui, d'une manière ou d'une autre, vous condamne : soit vous parvenez à constituer une menace pour l'empire, et dans ce cas, vous serez rapidement éliminés ; soit vous ne parviendrez pas à constituer une telle menace, vous vous serez vous-mêmes détruits, une fois de plus. Reste à faire le pari qu'il existe un autre terme, une mince ligne de crête suffisante pour que nous puissions y marcher, suffisante pour que tous ceux qui entendent puissent y marcher et y vivre, » (*L'Appel*, proposition VII, pp 85 et 86).

16 Voir notamment l'ouvrage *Commun, Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Pierre Dardot et Christian Laval, La Découverte.

17 Désigne généralement les partisan·ne·s d'un capitalisme régulé par l'État, à visage humain, démocratisé par la participation active des citoyen·ne·s aux processus de décision. Pour une critique, voir en bibliographie la brochure *L'impasse citoyenniste*.

régler des conflits sans reproduire les institutions judiciaires ou policières ; aux luttes féministes au sein même de la zone ; aux tentatives d'abolir les séparations entre producteurices et consommatrices ; à la critique de la vie quotidienne en actes, par la reprise en main directe des conditions d'habitats ou les questionnements sur la vieillesse ou les addictions... Ces communs, si on doit les appeler ainsi, ont reflué avec le recul de la conflictualité. Sans beaucoup de surprise, il n'en reste que des traces. Dorénavant sur l'ex-zad, l'idée de commun(isme) décrit avant tout l'usage partagé, et supposément harmonieux, d'infrastructures (matériel et bâti agricoles, habitations....) et de ressources foncières.

L'usage partagé s'appuie sur une propriété commune. A défaut d'avoir définitivement exproprié l'État et les capitalistes, l'ex-zad est condamnée à se rendre propriétaire des terres et bâtis qu'elle occupe ainsi que du matériel qu'elle utilise. C'est avec cet objectif qu'a été créé le fonds de dotation « La Terre en Commun », qui doit récolter plusieurs millions d'euros. Malgré cette puissance financière, il n'est pas certain que l'État (et le Conseil Départemental) acceptent de ne plus être propriétaires (des baux de longue durée sont actuellement envisagés). Ce contexte souligne bien que le commun n'est pas accessible à qui le souhaiterait, ni même à qui lutterait pour y accéder : il est avant tout question d'argent et de pouvoir d'achat. Que l'on se comprenne bien : il n'y a rien de honteux dans ce monde à mettre en commun notre argent et nos maigres possessions dans l'espoir de vivre un peu mieux ou même pour les besoins d'une lutte. C'est ce que font déjà énormément de personnes, en habitant en colocation par exemple ou via les multiples appels à dons et soutiens pour des luttes diverses. Cependant, avoir un usage différent de l'argent ne saurait masquer son origine dans l'exploitation de notre force de travail ou celle d'autrui. Ainsi, à défaut d'être des rentier·e·s, les zadistes comptent pour garantir leur propriété commune sur leurs soutiens extérieurs (et donc sur leur salaire, leur travail, bref leur maintien dans le monde capitaliste). A une plus petite échelle, chaque collectif de la zone cherche à avoir son autonomie financière. L'accès à certains outils agricoles communs passe désormais par l'acquittement d'un coût horaire (comme dans toute coopérative agricole classique...). Ceci réintroduit des contraintes de productivité ou de spécialisation du travail. Quant aux exploitant·e·s agricoles officiel·le·s, illes doivent bien sûr générer des profits, c'est-à-dire vendre leurs produits¹⁸ et renouer avec la réalité d'une agriculture sous perfusion de subventions.

Le partage de l'usage est régulé par l'Assemblée des Usages¹⁹ (AGU). Les conflits qui ont traversé l'AGU au plus fort des débats sur la légalisation apportent un autre éclairage sur ce qui permet au commun d'exister. La mise en partage suppose un accès égalitaire, qui a été rendu possible par

18 Que la vente ait lieu dans le cadre de circuits courts (AMAP, groupements d'achat ou autre) ne change pas grand-chose. Voir par exemple l'article *Sortir les AMAP de l'économie*, *Sortir de l'économie* n°2 (Mai 2008), <https://sortirdeleconomie.ouvaton.org/sde-n2.pdf>. En son temps, Rosa Luxembourg précisait aussi à propos des coopératives de la social-démocratie allemande : « la coopérative ne peut assurer son existence au sein de l'économie capitaliste qu'en supprimant, par un détour, la contradiction qu'elle recèle entre le mode de production et le mode d'échange, en se soustrayant artificiellement aux lois de la libre concurrence. Elle ne peut le faire qu'en s'assurant par avance un marché, un cercle constant de consommateurs, la *coopérative de consommation* lui en fournit le moyen. (...) On constate donc que l'existence des coopératives de production est liée actuellement à l'existence des coopératives de consommation ; il en résulte que les coopératives de production doivent se contenter, dans le meilleur des cas, de petits débouchés locaux et qu'elles se limitent à quelques produits de première nécessité, de préférence aux produits alimentaires. Toutes les branches les plus importantes de la production capitaliste (...) sont exclues d'avance de la coopérative de consommation et, par conséquent, des coopératives de production. C'est pourquoi (...) les coopératives de production ne peuvent jouer le rôle d'une réforme sociale générale, pour cette raison que la réalisation générale implique d'abord la suppression du marché mondial et le morcellement de l'économie mondiale actuelle en petits groupes de production et d'échange locaux : il s'agirait, en somme, d'un retour de l'économie du grand capitalisme à l'économie marchande du Moyen-âge. » Extraits de *Réforme sociale ou révolution ?*, Rosa Luxembourg, 1898.

19 On remarquera ici qu'avec l'abandon du projet d'autres assemblées ont disparu en même temps que les communs qu'elles faisaient vivre (c'est le cas par exemple de la réunion hebdomadaire des habitant·e·s ou l'assemblée mensuelle du mouvement).

l'expulsion du gros de la conflictualité en dehors de la zone. Les partisan·e·s les plus féroces de la légalisation l'expriment d'ailleurs très bien dans le texte *Prise de terre(s)* : « *Ce que nous apprend l'expérience de la ZAD, c'est que si la communauté négative recèle une considérable puissance de destitution, construire une commune depuis une simple juxtaposition de différences, une addition d'identités antagonistes est en revanche impossible. La commune exige un liant bien plus consistant que la diversité tactique face à l'ennemi commun. (...) Délestés de ses éléments les plus orthodoxes, le cœur de la communauté de lutte bat toujours, même si ses contours ont changé.* » Au cours du printemps 2018, la construction du commun s'est effectuée par exemple en minorant la parole de membres de comités de soutiens (au prétexte qu'illes n'habitaient pas la zone et que priorité devait être donnée aux habitant·e·s) ; ou en expliquant qu'il n'était décidément pas possible de vivre avec des individus profitant du temps, des outils, et de la productivité des autres. Les conflits du printemps 2018 ont donc permis de faire le tri et de constituer (au sein même du monde de l'aéroport !) une communauté de semblables : les usager·e·s. Le commun de l'ex-zad s'appuie ainsi sur l'occultation des antagonismes (de classe, de genre, de race) et non sur leur abolition. Dans la durée, les antagonismes ressurgissent. Aujourd'hui, la normalisation fait des ravages et la communauté se fragmente progressivement en groupes encore plus réduits. C'est le cas par exemple pour le matériel agricole, géré désormais séparément par deux coopératives (« Sème ta ZAD » et la « Coopérative bocagère »).

L'existence de l'AGU remet aussi au goût du jour l'idée que le capitalisme serait un problème d'ordre démocratique, et que le commun, par la démocratie directe, permettrait donc de s'en débarrasser. Qu'importe si la légalisation inscrit la zad dans l'ensemble des catégories de l'État et du capitalisme. Tout ça ne serait que convention de papier, l'essentiel étant que l'usage du territoire reste sous le contrôle des habitant·e·s et usager·e·s. Pourtant, la légalisation impose à l'AGU son ordre du jour et ses questionnements propres. C'est bien évidemment le cas de la question agricole, couverture légale de la majorité des activités, et qui impose d'y consacrer un temps non négligeable. Quand bien même ce temps serait organisé de manière collective ou horizontale, le sentiment de se sentir piégé dans une activité non choisie, voire même dans un véritable travail, est aujourd'hui pregnant chez certain·e·s habitant·e·s. Pour donner un autre exemple, la reconstruction d'habitat n'est désormais envisageable que dans le respect du cadastre. Dans ce cadre, tout pourra être débattu démocratiquement, y compris les permis de construire...

L'expérience de la zad révèle également des divergences sur le chemin à suivre pour accéder au commun(isme)²⁰. Le slogan « ZAD partout » et le souhait d'une base arrière, déjà discutés précédemment, s'inscrivent dans l'idée d'un mouvement social à bâtir, organiser, renforcer et généraliser. Certain·e·s parlent aussi d'archipellisation de zones libérées. Encore faudrait-il que les zones soient réellement libérées, au risque sinon d'assister à la prolifération de zones altercapitalistes. D'autres fractions de l'imaginaire de la zad soutiennent l'idée d'un commun(isme) déjà-là, enfoui sous le capitalisme. Il suffirait alors de retourner le capitalisme pour se réappropriier immédiatement tout le commun dont il s'était emparé. A la limite, nulle lutte, nulle rupture nécessaires : le commun(isme) serait accessible en douceur. Le contexte rural et paysan de la lutte me semble avoir considérablement renforcé cette idée de réappropriation. La zad a émergé dans un paysage bocager, avec haies, mares et forêts, figé depuis les années 1970 grâce au projet d'aéroport. Que l'on pense aux champs céréaliers façonnés pour l'usage des tracteurs où les haies ont été arasées depuis longtemps : la poétique de la réappropriation prend du plomb dans l'aile. La réappropriation des terres agricoles de la zad a ainsi pu être analysée comme un retour aux premiers

20 Il ne me semble pas nécessaire d'avoir de certitudes sur la question des chemins d'accès au communisme pour mener une critique de la zad, et écarter certains chemins proposés. Les sources, divergentes, citées en bibliographie permettront (je l'espère) à qui le souhaite de creuser théoriquement le sujet. En tout état de cause, seules des hypothèses peuvent être formulées à partir de l'existant, et rendent difficiles de répondre à la question « et toi qu'est ce que tu proposes ? », à moins de convertir les hypothèses en dogmes.

âges du capitalisme, avant l'expropriation des paysan·ne·s anglais de leurs terres par l'*enclosure* pour favoriser l'expansion du capitalisme agraire. De même, la mise en place d'activités artisanales sonne comme un retour à une vie avant l'usine et l'industrie capitaliste. Comme si un retour en arrière était possible. Se rejoue ici l'opposition entre ruralité positive et métropole malfaisante, bienfaits du local et méfaits du global. Le commun(isme) semble se réduire à une question d'autonomie alimentaire. Il faudra pourtant bien se coltiner l'ensemble du monde capitaliste et de ses nuisances.



Ne pas prendre les vessies pour des lanternes

« De mon côté, il m'arrive de rêver d'une manif de désoccupation, comme d'un moment de départ collectif de cette lutte morte, une désertion publique pour ne plus servir d'épouvantail ou de caution radicale à un projet de merde, pour faire trace de rupture collective plus que de fuites individuelles invisibles. (...) Tout le monde a ses débrouilles dans la vie, même si tout le monde n'a pas accès aux mêmes. Le problème, c'est d'en faire des actes glorieux de subversion, comme un mensonge à soi-même qu'on crie sur tous les toits. »

Extraits de la brochure *Le mouvement est mort, vive...la réforme !*

La longue lutte menée sur la zad de Notre-Dame-des-Landes est terminée. L'aéroport ne se fera pas. Le bocage va vraisemblablement être préservé des pires aspects de l'agriculture industrielle. Ce sont de belles victoires... Cette lutte a contribué à réintroduire de la conflictualité et de la radicalité dans les luttes écologiques et territoriales, qui se poursuivent un peu partout. On peut espérer, tout en rageant du résultat toujours partiel et insuffisant, que ces luttes contribuent à bloquer et retarder là où c'est encore possible les ravages et destructions engendrées par l'accumulation capitaliste.

Une image de la zad comme inédite, exceptionnelle, exemplaire s'est propagée un peu partout. La réalité n'a pas manqué, ou ne manquera pas, de fissurer ces certitudes. Les désillusions ont déjà engendré leur lot de traumatismes, et la froideur de ce texte n'est pas étrangère à un certain nombre de fantasmes déçus. Aujourd'hui, pour ma part, je préfère l'image d'une zad fragile, éphémère, traversée par les contradictions et les antagonismes de l'époque.

Bien sûr, les magouilles autoritaires doivent être dénoncées, et il sera nécessaire de continuer à les mettre en lumière tant que certain·e·s continueront à les nier et les minimiser. Je ne pense pas pour autant que la salut de la zad aurait pu reposer sur la (pas si) simple mise en place de dynamiques plus horizontales et respectueuses de tou·te·s. Sans rupture révolutionnaire, l'horizon de la zad ne peut être que tristement capitaliste, que la répression prenne la forme d'un écrasement policier ou de la légalisation.

Je comprends qu'aujourd'hui encore des personnes souhaitent continuer à habiter la zone et à y mener leurs activités. Pour ma part, mes pas m'y mènent encore régulièrement. Mais, à quel prix ? A Notre-Dame-des-Landes comme ailleurs, il semble possible collectivement de se bricoler une vie un peu moins pourrie, avec un peu plus de sens, dans un équilibre précaire. Cet équilibre précaire peut-être rompu à tout moment, non pas seulement sous l'action de l'État, mais aussi dans l'hypothèse d'un soulèvement insurrectionnel et révolutionnaire qui dépasserait et balayerait tout, zadistes compris, sur son passage. L'ampleur des phénomènes qui ont touché le monde depuis l'abandon du projet d'aéroport, avec par exemple les gilets jaunes en France, l'actuelle pandémie ou les émeutes aux Etats-Unis annonce peut-être de grands bouleversements, et souligne en creux toute la modestie qu'il convient d'adopter à propos de l'expérience de la zad.

*

Contact : tomat0ketchup@riseup.net

Crédits photos : ValK, <https://www.flickr.com/photos/valkphotos/>

Bibliographie non exhaustive

Toutes ces références ont participé directement ou indirectement à l'élaboration de ce texte.

Apologies de la ZAD victorieuse

- ZAD will survive, CMDO, <https://zad.nadir.org/spip.php?article5141>
- Tank, on est là, CMDO, <https://zad.nadir.org/spip.php?article5809>
- La zad est morte, vive la zad !, Maison de la Grève (Rennes), <https://lundi.am/La-Zad-est-morte-vive-la-Zad>
- Considérations sur la victoire (et ses conséquences) depuis la zad de Notre-Dame-des-Landes, <https://zad.nadir.org/spip.php?article6664>
- Réponse à ceux qui voudraient fermer le champ des possibles sur la zad de NDDL, <https://zad.nadir.org/spip.php?article6584>
- Prise de terre(s), <https://zad.nadir.org/spip.php?article6658>

Critiques de la ZAD victorieuse

- Le « mouvement » est mort, Vive..la réforme ! Une critique de la « composition » et de ses élites, <https://zad.nadir.org/spip.php?article5165>
- Lettre aux comités locaux, aux soutiens du mouvements, et à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le mouvement contre l'aéroport et son monde, <https://zad.nadir.org/spip.php?article5028>
- Des dynamiques inhérentes aux mouvements de contestation, <https://zad.nadir.org/spip.php?article6001>
- A NDDL comme ailleurs, seul un territoire en lutte peut s'opposer à la normalisation industrielle agricole, Collectif contre les normes, <https://nantes.indymedia.org/articles/39999>
- La fin de la ZAD, le début de quoi ?, groupe POMPS, <https://zad.nadir.org/spip.php?article6049>
- Un an après les expulsions, qu'est-ce qu'on fait encore sur la ZAD ?, <https://zad.nadir.org/spip.php?article6586>
- Reflections on the ZAD : another history, <https://crimethinc.com/2019/04/23/reflections-on-the-zad-looking-back-a-year-after-the-evictions>
- Que reste-t-il du champ des possibles ouvert par la zad ?, <https://infokiosques.net/spip.php?article1678>
- Le « milieu » est pavé de bonnes intentions. Quelques textes qui viennent déterrer les rôles d'intermédiaires sur (feu) la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (et plus largement), <https://infokiosques.net/spip.php?article1707>

Autour de l'appelisme

- Appel, <http://bloom0101.org/?parution=appel>
- L'insurrection qui vient, Comité Invisible, La Fabrique
- A nos Amis, Comité Invisible, La Fabrique
- Maintenant, Comité Invisible, La Fabrique
- Réflexions autour de « l'Appel », Denis, Meeting n°2, <https://libcom.org/library/réflexions-autour-de-l-appel-denis>
- Un autre emploi de l'argent, Anonyme, Meeting n°2, <https://libcom.org/library/un-autre-emploi-de-l-argent-anonyme>
- Tourner autour, une critique de « L'insurrection qui vient », <https://infokiosques.net/spip.php?article1595>

- *L'insurrection qui vient, construction identitaire et alternative existentielle*, <https://carbureblog.com/2016/11/20/linsurrection-qui-vient-construction-identitaire-et-alternative-existentielle/>
- *Sur « à nos amis »*, <https://carbureblog.com/2016/11/21/sur-a-nos-amis/>
- Chapitres 14-15-16 dans *Le Socialisme Sauvage – Essai sur l'auto-organisation et la démocratie directe dans les luttes de 1789 à nos jours*, Charles Reeves, L'Echappée,
- *L'insurrectionnalisme qui vient*, Jacques Wajnsztein, Gzavier, <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article272>

Citoyennisme, altermondialisme, auto-organisation

- *L'impasse citoyenniste*, <https://carbureblog.com/2016/11/20/limpasse-citoyenniste/>
- *Après GÊNES*, Théorie Communiste n°18
- *Abandonner l'activisme ?*, <https://infokiosques.net/spip.php?article117>
- *Le capitalisme est-il l'horizon indépassable de l'humanité ?*, Jacques Wajnsztein, <http://blog.tempscritiques.net/archives/2179>
- *Au delà de la Centrale de François Partant, une critique du scénario de l'archipellisation dans un cadre autogestionnaire*, Clément Homs, Sortir de l'Economie n°4, <https://sortirdeleconomie.ouvaton.org>
- *Tout agiter pour que rien ne bouge, une critique du militantisme*. <https://agitationautonome.com/2018/05/19/tout-agiter-pour-que-rien-ne-bouge-une-critique-du-militantisme/>
- *Questions et réponses sur le prolétariat, l'alternative et la communisation « ici et maintenant »*, <https://carbureblog.com/2018/03/17/questions-et-reponses-sur-le-proletariat-lalternative-et-la-communisation-ici-et-maintenant/>